

RD-CONGO

LE COURRIER
DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 3787 - MARDI 21 JUILLET 2020

MONUSCO

Félix Tshisekedi évoque la sortie progressive de la force onusienne



Les troupes de la Monusco

Au cours de la réunion du gouvernement du 17 juillet, le président de la République, Félix Tshisekedi, a appelé le gouvernement congolais et la Monusco à s'impliquer davantage dans l'élaboration de la stratégie de transition et de sortie progressive de la force onusienne. Cela entraînerait une réduction du niveau de déploiement et de la zone d'opération de la Monusco aux régions les plus affectées par des niveaux d'insécurité élevés et persistants. Selon le ministre de la Communication et Médias, Jolino Makelele, la stratégie à mettre en place doit préalablement permettre le remplacement des militaires de la force onusienne par une présence policière et civile des Nations unies dans des régions plus stables, avant d'y réduire les opérations de la Monusco.

Page 2

RELANCE DES ACTIVITÉS

Un plan de reprise progressive du tourisme bientôt opérationnel

Le gouvernement a adopté, en début de week-end dernier, le plan de relance du tourisme en RDC estimé à près de trois milliards de francs congolais. Il contient quelques mesures pour relancer le tourisme sur toute l'étendue du territoire national,

notamment des initiatives visant la gestion de la crise et la création des opportunités de relance à travers le développement du tourisme interne. Il est question de répartir en fonction des axes majeurs, intégrant principalement le financement et le redécol-

lage des activités.

L'adoption de ce plan par le gouvernement confirme une volonté de relancer les activités dans ce secteur après leur suspension à la suite de la pandémie du coronavirus.

Page 2

DCMP

Eddy Mukuna comble la vacance d'Avi Idambituo à la section football

Le Daring Club Motema Pembe (DCMP) a tenu samedi dernier une assemblée générale extraordinaire et élective, afin de compléter les postes restés vacants au comité de coordination du club. Au cours de ces assises, le colonel Eddy Mukuna

a été porté à la présidence de la section football en remplacement d'Avi Idambituo qui avait démissionné une année après son élection. Eddy Mukuna a été voté à la majorité absolue de quatorze voix sur autant d'électeurs.

Outre l'élection du président de la section football, note-t-on, Omer Matuku a été choisi comme secrétaire général adjoint du club, Nanou Talangai comme présidente de la section volley-ball et Claudine Bema à la section football Junior. Page 6

MANNEQUINAT

Harmony Ilunga veut révolutionner la mode à Hong-Kong



Mannequin, entrepreneure, militante des droits humains et étudiante en psychologie, la Congolaise Harmony Anne-Marie Ilunga est arrivée à Hong-Kong, avec sa mère et son jeune frère, en tant que réfugiée, à l'âge de 12, en 2011 comme demandeuse d'asile en provenance de la RDC pour rejoindre son père. Elle est âgée de 22 ans et entend lancer sa propre agence représentant

des mannequins « de couleur ». Harmony Ilunga remet en question les normes asiatiques de beauté typiques de Hong-Kong qui glorifient une peau plus blanche, indique le site South China Morning Post. Elle cherche à changer l'image négative souvent collée aux personnes réfugiées et à changer le récit par l'auto-représentation.

Page 5

MONUSCO

Félix Tshisekedi évoque la sortie progressive de la force onusienne

Une stratégie commune de transition doit être proposée au Conseil de sécurité des Nations unies en octobre prochain.



La force militaire de la Monusco dans l'est de la RDC

Au cours de la réunion du gouvernement du 17 juillet, le président de la République, Félix Tshisekedi, a appelé le gouvernement congolais et la Monusco à s'impliquer davantage sur l'élaboration de la stratégie de transition et de sortie progressive de la force onusienne. Cela impliquerait une réduction du niveau de déploiement et de la zone d'opération de la Monusco aux régions les plus affectées par des niveaux d'insécurité élevés et persistants.

Selon le ministre de la Communication et Médias, Jolino Makelele, la stratégie à mettre en place doit préalablement permettre le remplacement des militaires de la force onusienne par une présence policière et civile des Nations unies dans des régions plus stables, avant d'y réduire les opérations de la Monusco. Une priorité sera, de ce fait, accordée aux régions telles que le Grand Kasaï où la force de la Monusco entamera sa transition et son retrait.

La démarche du gouvernement congolais s'appuie sur la résolution 2502 du Conseil de sécurité des Nations unies du 19 décembre 2019 qui a mis l'accent sur la nécessité d'une transition progressive et d'une sortie responsable de la Monusco passant par un transfert progressif des tâches de la Mission onusienne au gouvernement de la RDC. Ladite stratégie commune de

transition doit être proposée au Conseil de sécurité en octobre prochain, avant le renouvellement du mandat de la Mission en décembre 2020.

La question du retrait progressive de la Monusco est une nouvelle fois abordée au regard de la durée de cette mission en RDC et de l'évolution de la situation politique dans ce pays. Depuis 1999, la force onusienne est présente en RDC et son mandat a connu plusieurs modifications. Son bilan a toujours suscité des virulentes critiques au sein de la classe politique qui n'a pas manqué d'exiger, à certaines circonstances, son retrait du territoire congolais.

En 2019, le mouvement citoyen, la Lucha (Lutte pour le changement), avait appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à organiser le départ des casques bleus, à l'exception de ceux de la brigade d'intervention. La Lucha avait reconnu la contribution de la Monusco à la réunification du Congo et au processus démocratique entamé avec la transition de 2003-2006, tout en déplorant le moindre résultat dans ses principales missions que sont la protection des civils et la neutralisation des groupes armés.

Jeannot Kayuba

MISE EN PLACE DANS L'ARMÉE

Le Miss interpelle Félix-Antoine Tshisekedi

Le mouvement attend du chef de l'Etat congolais d'écarter les officiers affairistes et sous sanctions internationales et d'ordonner des poursuites.

Réagissant à la dernière mise en place au sein du commandement de l'armée, le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en RDC (Miss) se dit stupéfait de constater que « les mêmes figures décriées étaient curieusement promues » à des grades supérieures ou à des fonctions.

Rappelant que les offensives militaires menées sur divers fronts sont affaiblies par les infiltrations massives au sein de l'armée, les Indignés, qui ont toujours recommandé la purge au sein de l'armée, demandent au chef de l'Etat d'écarter ces officiers reconnus comme affairistes et sous sanctions internationales. Ceci, in-

diquent-ils, afin de permettre à la justice de déclencher des poursuites dans le cadre de la lutte contre l'impunité, base d'un Etat de droit.

Ce mouvement, qui remercie le Comité laïc de coordination et tous les Congolais pour toutes ces marches revendicatives organisées à travers le pays, appellent également à la solidarité et l'union pour d'autres causes véritablement républicaines. « Nous exigeons la fin de l'insécurité surtout dans l'Est et la protection de nos frontières contre les incursions étrangères », ont-ils insisté.

Lucien Dianzenza

TOURISME

Un plan de reprise progressive bientôt opérationnel

Son adoption par le gouvernement de la République en début de week-end dernier confirme une volonté de relancer les activités dans ce secteur après leur suspension à la suite de la pandémie du coronavirus.

Estimé à près de trois milliards de francs congolais, le Plan de relance du tourisme est un projet initié par le ministère de tutelle. Selon lui, le tourisme est vraisemblablement l'un des secteurs les plus touchés à cause de covid-19. En effet, les chiffres disponibles informent de la fermeture, à ce jour, de près de 90 % des établissements touristiques. La province du Kongo central, qui n'a pas caché sa détermination de s'appuyer sur le tourisme pour faire revivre son économie portée essentiellement par les activités portuaires et pétrolières, est contrainte de revoir ses calculs. Par rapport à la diversité de ses sites touristiques uniques à visiter, la province n'a pas enregistré malheureusement un certain essor de son secteur hôte-

lier. Par rapport aux mesures attendues pour relancer le tourisme sur l'étendue du territoire national, il y a par exemple des initiatives visant la gestion de la crise et la création des opportunités de relance à travers le développement du tourisme interne. Il est question de répartir en fonction des axes majeurs, intégrant principalement le financement et le redécoupage des activités. Cette question a fait l'objet d'une discussion sérieuse lors de la quarantième réunion du Conseil des ministres du 17 juillet 2020. Pour l'heure, l'on envisage un redémarrage progressif et un financement approprié en fonction des réels besoins du secteur.

Laurent Essolomwa

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Méline Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayoulo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

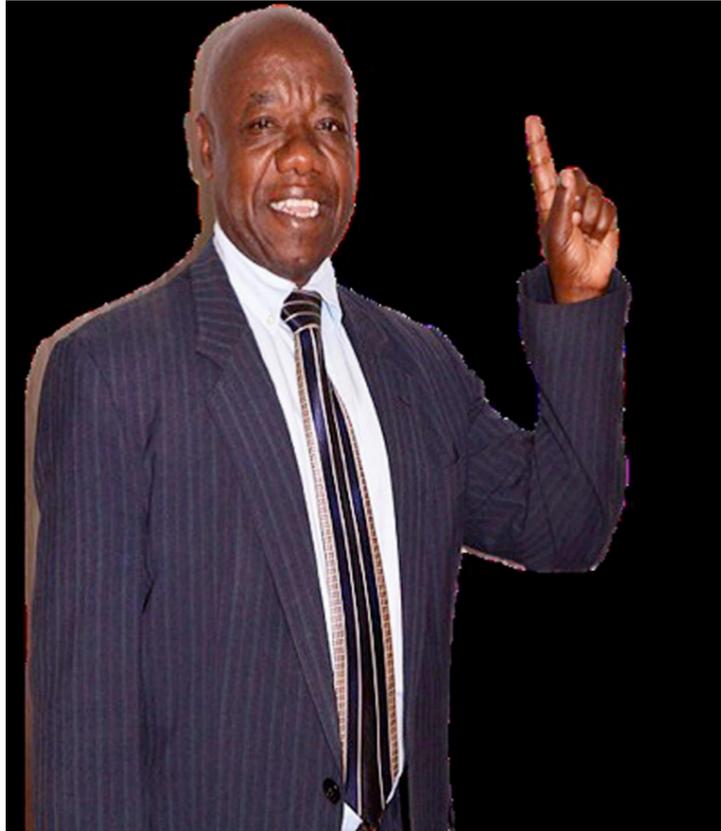
ECHEC DE LA COALITION FCC-CACH

Roger Balindamwami soutient l'idée d'un forum pour le dialogue

Le co-fondateur de l'Alliance des forces démocratiques du Congo et alliés (AFDC-A) du Pr Bahati Lukwebo, qui se range dans la vision de l'autorité morale de sa plate-forme, pense que ce forum aura pour objectif de dégager un consensus sur certaines questions liées à la vie et la survie de la nation.

Saisissant au bond l'idée prônée par l'autorité morale de l'AFDC-A, le sénateur Modeste Bahati Lukwebo, Roger Balindamwami, soutient l'organisation au plus vite d'un rassemblement de toutes les forces politiques et sociales en présence- le Front commun pour le Congo (FCC), le Cap pour le changement (Cach), l'AFDC/A, la coalition Lamuka ainsi que la société civile, dans un forum pour un dialogue franc. Pour ce membre co-fondateur et cadre de l'AFDC-A du Pr Modeste Bahati, c'est à l'issue de ce forum qu'un consensus devrait se dégager sur certaines questions liées à la vie de la nation.

A la suite de son leader, Roger Balindamwami a épinglé les questions électorales dans lesquelles il sera évoqué la réforme de la loi électorale, la réforme et le renouvellement ainsi que la mise à jour du fichier électoral, etc. Ce politique congolais pointe notamment la révision de quelques articles non verrouillés par la Constitution dont ceux permettant le retour à l'élection présidentielle à deux tours, l'acceptation de la double nationalité, l'élection des gou-



Roger Balindamwami

verneurs de province et des sénateurs au scrutin universel direct, l'élection des chefs de juridictions judiciaires par leurs pairs, etc.

Un gouvernement pour des résultats

En plus de ces réformes, Roger

Balindamwami, à la suite de Modeste Bahati, prône la composition d'un gouvernement avec une taille réduite, qui sera composé des personnalités expérimentées capables de redresser la pente en vue de la bonne gouvernance, de la stabi-

lisation, de la croissance économique, de l'industrialisation, du développement économique et de l'attraction des investissements sur la base des priorités et des besoins de la population. Ce gouvernement, pense ce politique congolais, sera contraint à des résultats palpables. Roger Balindamwami soutient également, sur la ligne tracée par l'AFDC-A, sur le volet sécuritaire, un dialogue avec tous les groupes armés et la conception d'un bon plan de démobilisation et d'insertion des combattants. Il recommande, en outre, des contacts avec tous les pays voisins et de la sous-région sur les questions diplomatiques, sécuritaires et économiques.

Dans cet entretien, ce cadre de l'AFDC-A rappelle que sa plateforme constitue une grande force dans l'échiquier politique congolais. Notant que l'AFDC-A était une force politique à l'instar du FCC, du Cach et de Lamuka, Roger Balindamwami rappelle que la distraction créée par les ennemis de ce regroupement, qui redoutaient sa force, en créant une pseudo-dissidence, n'a pas pu amenuiser les véritables valeurs de ce regrou-

pement politique dont le poids politique reste redoutable avec ses cent quarante-cinq élus directs ou indirects sur l'échiquier politique national dont quarante et un députés nationaux, soixante-dix députés provinciaux, treize sénateurs, deux gouverneurs de province, sept vice-gouverneurs ainsi qu'un questeur et onze présidents et vice-présidents des Assemblées nationales. « Fort de ce poids politique qui lui confère une responsabilité dans la gestion de la res publica, l'AFDC-A déclare sans peur du contredit que la coalition FCC-Cach, qui gouverne le pays depuis les élections de 2018, a montré ses limites, ses incohérences et ses insuffisances à tel point que ses querelles internes ont plombé tous les indicateurs qui sont au rouge nonobstant la volonté affichée et maintes fois exprimée par le nouveau président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi », a insisté Roger Balindamwami, qui exhorte à un dialogue pour rebooster le pays.

Lucien Dianzenza

JUSTICE

Outre Neuve déplore les conditions de détention dans les prisons

L'ONG, qui relève une détérioration continue des conditions dans les institutions carcérales de la RDC, appelle à une implication des autorités pour améliorer celles-ci.

Dans un plaidoyer fait le 18 juillet 2020, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des prisonniers, l'association Outre Neuve regrette que cette catégorie de personnes vive, dans le continent africain en général et en République démocratique du Congo (RDC) en particulier, dans des conditions infra-humaines.

A en croire Outre Neuve, plus de 70% de la population carcérale dans le pays se trouvent sous le régime de détention préventive, sans espoir de connaître, sous peu, définitivement leur sort. « Le manque de nourritures appropriées, des soins médicaux adéquats et de literie, caractérise les prisons », a indiqué la coordonnatrice de cette association, Me Charlene Yangazo.

Une loi obsolète

Outre Neuve note qu'en RDC, la loi qui régit l'administration pénitentiaire date des années coloniales. Selon cette ONG, aucune réforme n'a été envisagée pour adapter la gestion des



Des détenus dans leur dortoir de la prison central de Makala

prisons congolaises à la modernité. Soulignant aussi que la subvention de l'Etat congolais était insignifiante, l'ASBL fait constater comme conséquences les difficultés éprouvées par le personnel péniten-

BL. Pour Outre Neuve, qui encourage les autorités à prendre des mesures nécessaires pour améliorer les conditions de vie des prisonniers conformément aux règles minima, l'amélioration des conditions de déten-

L'ONG regrette que cette situation se trouve encore aggravée par le coronavirus, qui a sensiblement affaibli le tissu économique du pays. « Ce qui fait que les prisonniers qui recevaient l'aide des visiteurs ont vu cette aide sensiblement baisser »

taire pour bien assumer ses tâches, exposant ainsi les prisonniers à des différents maux. L'ONG regrette que cette situation se trouve encore aggravée par le coronavirus, qui a sensiblement affaibli le tissu économique du pays. « Ce qui fait que les prisonniers qui recevaient l'aide des visiteurs ont vu cette aide sensiblement baisser », indique l'AS-

tion dans les prisons exigerait que le travail du personnel pénitentiaire soit également valorisé et que ses compétences soient d'un niveau suffisant. Selon l'ONG, cela ne serait possible que si le personnel pénitentiaire reçoit une formation appropriée.

.L.D.

MISE EN PLACE DANS L'ARMÉE

Le Miss interpelle
Félix-Antoine Tshisekedi

Le mouvement attend du chef de l'Etat congolais d'écartier les officiers affairistes et sous sanctions internationales et d'ordonner des poursuites.

Réagissant à la dernière mise en place au sein du commandement de l'armée, le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en RDC (Miss) se dit stupéfait de constater que « les mêmes figures décriées étaient curieusement promues » à des grades supérieures ou à des fonctions.

Rappelant que les offensives militaires menées sur divers fronts sont affaiblies par les infiltrations massives au sein de l'armée, les Indignés, qui ont toujours recommandé la purge au sein

Le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en RDC (Miss) se dit stupéfait de constater que « les mêmes figures décriées étaient curieusement promues » à des grades supérieures ou à des fonctions.

de l'armée, demandent au chef de l'Etat d'écartier ces officiers reconnus comme affairistes et sous sanctions internationales. Ceci, indiquent-ils, afin de permettre à la justice de déclencher des poursuites dans le cadre de la lutte contre l'impunité, base d'un Etat de droit.

Ce mouvement, qui remercie le Comité laïc de coordination et tous les Congolais pour toutes ces marches revendicatives organisées à travers le pays, appellent également à la solidarité et l'union pour d'autres causes véritablement républicaines. « Nous exigeons la fin de l'insécurité surtout dans l'Est et la protection de nos frontières contre les incursions étrangères », ont-ils insisté.

Lucien Dianzenza

EQUATEUR

Quatre agents de santé
touchés par Ebola

La onzième épidémie de la maladie à virus Ebola signalée, depuis le 1er juin, dans la province de l'Equateur n'épargne pas le personnel soignant car ils sont en première ligne dans la prise en charge des malades.

Le bulletin épidémiologique révèle que même si à la date du 19 juillet aucun agent de santé ne figure parmi les nouveaux cas confirmés au virus Ebola, il est à signaler que le cumul des cas confirmés et probables parmi les agents de santé est de quatre soit 5,3 % de l'ensemble des cas confirmés et probables. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 1er juin 2020, le cumul des cas confirmés est de soixante dont cinquante-six confirmés et quatre probables. Au total, il y a eu vingt-quatre décès dont vingt confirmés et quatre probables.

Au total, dix-sept personnes ont été guéries et sont sorties de centre de traitement Ebola. Les équipes de la riposte soulignent, par ailleurs, qu'un nouveau cas confirmé a été à Lotumbe. Un nouveau décès des cas confirmés a été rapporté dont un nouveau décès communautaire à Mbandaka à Ipeko. Par contre aucun décès n'a été

notifié parmi les cas confirmés dans les centres de traitement Ebola. Aussi aucune nouvelle personne n'est-elle sortie guérie desdits centres.

Les activités de vaccination se poursuivent. Depuis le début de la vaccination le 5 juin 2020, douze mille neuf cent cinquante-neuf personnes ont été vaccinées avec le vaccin rVSV-ZEBOV-GP jusqu'au 18 juillet 2020. Pour ce qui est de la surveillance aux points d'entrée, le cumul des voyageurs contrôlés à qui on a fait la prise de température aux points de contrôle sanitaire est de trois cent vingt-cinq mille six cent dix. Au total, seize points d'entrée (PoE) et de points de contrôle sanitaire (PoC) ont été mis en place dans la province de l'Equateur afin de protéger les zones avoisinantes, ainsi que les autres grandes villes du pays et éviter la propagation de l'épidémie dans les pays voisins.

Blandine Lusimana

COVID-19

Bientôt la mise en place des dispositifs
contraignant avant la levée de l'état d'urgence

Après trois mois d'état d'urgence décrété par le chef de l'Etat à cause de la pandémie, toutes les voix se lèvent pour soutenir la levée de cette mesure.



Sans titre5.jpg

Au niveau de la coordination nationale de la riposte, l'heure est à la cogitation pour que la levée de cette mesure ne booste pas la propagation de la pandémie. Cette question a été aussi débattue au Conseil des ministres du 17 juillet, réunion à laquelle a pris part le le coordonnateur du Secrétariat technique à la riposte, le Dr Muyembe Tanfum.

Au cours de cette réunion du gouvernement, il était question de voir la nécessité de faire accompagner la levée de l'état d'urgence des dispositifs contraignants et coercitifs afin de faire observer les gestes barrières et sanitaires appropriés, en

particulier le port obligatoire des masques. Pour le coordonnateur de la riposte, la réussite de la levée de l'état d'urgence doit se faire accompagner de quelques préalables.

Par ailleurs, le coordonnateur du Secrétariat technique à la riposte a rappelé les préalables et les mesures sanitaires qu'il y a lieu de respecter selon les secteurs ou types d'activités. Quant à la période à prendre en compte pour l'application totale de la mesure de levée progressive de l'état d'urgence, le Dr Muyembe a proposé qu'elle aille du 21 juillet au 7 septembre 2020. « Ce temps devrait permettre aux

responsables des secteurs concernés d'apporter les plans d'exécution progressive des mesures et de faire une grande conscientisation dans leurs secteurs », a-t-il souligné. Le coordonnateur du Secrétariat technique a fait remarquer que le respect des gestes barrières reste une condition essentielle de la réussite du déconfinement progressif consécutif à la levée de l'état d'urgence. Autrement, il pourrait être envisagé le reconfinement, à l'instar de ce qui s'est passé en Afrique, en particulier à Madagascar, au Maroc et en Algérie.

.B.L.

Fausse alerte à Tshikapa

De fausses informations diffusées sur les réseaux sociaux sur la présence à Tshikapa, dans la province du Kasai, d'un nommé Marcel Ngindu testé positif à la pandémie à Kinshasa, ont créé la panique dans la population. Ce dernier aurait fait escale au chef-lieu du Kasai alors qu'il se rendait à Mbuji-Mayi, au Kasai oriental.

Face à cette situation, le médecin chef de bureau chargé des informations sanitaires à la division provinciale du Kasai, Dr Léon Ngasila, joue au sapeur-pompier. Il a appelé la population de Tshikapa au calme à la suite de ces allégations répandues sur les réseaux sociaux. « La population doit être calme. Il n'y a pas un problème au niveau de nos services au point d'entrée qui sont en train de travailler. La population doit veiller à la surveillance à base communautaire. Si tu connais un voisin qui vient de Kinshasa et qui s'appelle Marcel Ngindu, quand tu le vois, ne panique pas, appelle les services de santé les plus proches et nous serons

là pour investiguer, parce que ce n'est pas grave. Le problème est que nous puissions avoir l'information », a-t-il déclaré

partance pour Mbuji-Mayi. Mais nous ne savons pas par quelle voie, il va passer. C'est la raison pour laquelle nous demandons à ce que la

ce monsieur se trouve déjà au Kasai. « On a dit que le monsieur est au Kasai. Il a quitté Kinshasa en partance pour Mbuji-Mayi. Mais nous ne savons pas par quelle voie, il va passer. C'est la raison pour laquelle nous demandons à ce que la population puisse être éveillée et qu'elle ne panique pas »

Pour lui, il n'y a aucune information précise qui atteste que ce monsieur se trouve déjà au Kasai. « On a dit que le monsieur est au Kasai. Il a quitté Kinshasa en

population puisse être éveillée et qu'elle ne panique pas », a-t-il martelé.

.B.L.

MANNEQUINAT

Harmony Ilunga veut révolutionner la mode à Hong-Kong

La jeune mannequin congolaise tient à lancer sa propre agence représentant des mannequins « de couleur ». Elle remet en question les normes asiatiques de beauté typiques de Hong-Kong qui glorifient une peau plus blanche, indique le site South China Morning Post.

Mannequin, entrepreneure, militante des droits humains et étudiante en psychologie, Harmony Ilunga est arrivée à Hong-Kong, avec sa mère et son jeune frère, en tant que réfugiée, à l'âge de 12 ans, en 2011 comme demandeuse d'asile en provenance de la République démocratique du Congo pour rejoindre son père. Elle cherche à changer l'image négative souvent collée aux personnes réfugiées et à changer le récit par l'auto-représentation. « A Hong-Kong, les réfugiés sont toujours criminalisés. Vous entendez toujours : Oh, un Indien et un Pakistanais se sont disputés. C'est toujours une opinion négative, rarement quelque chose de positif. Toute la société nous voit d'une manière particulière et vous commencez à vous voir à travers les yeux des autres. C'est le problème, surtout en tant qu'enfant, cela vous affecte », a-t-elle déclaré.

Les agences de mannequins ont souvent dit à Harmony Anne-Marie Ilunga qu'elles préféraient les modèles blancs, alors elle a créé la sienne, représentant des mannequins de couleur. L'agence à croissance rapide représente une gamme diversifiée de modèles provenant principalement de pays d'Afrique, d'Asie du sud et d'Asie du sud-est. L'agence fait partie d'Harmony HK, la plateforme sociale qu'elle a créée en 2018 et qui cible le manque de visibilité des minorités ethniques dans les médias de la ville, en particulier dans le mannequinat et la mode, en promouvant la diversité et l'inclusion des minorités ethniques et des réfugiés à Hong-Kong à travers l'art et la mode. Harmony Ilunga a mis en place une équipe diversifiée dont les mannequins sont notamment originaires du Zimbabwe, du Japon, des Philippines et de Hong-Kong. « Nous donnons une chance à tout le monde - nous avons des



Harmony Ilunga

gens de partout: Népal, Pakistan, Inde. Je pense qu'à Hong-Kong et en Asie, je n'avais pas vu de modèle de hijabi musulman dans un défilé. Je pense qu'Harmony HK a été la première », a-t-elle fièrement déclaré au site pacificplace.com. « Nous sommes ici pour célébrer la diversité. Tout le monde sait que Hong-Kong est une ville diversifiée, mais la diversité n'est pas représentée et, plus important encore, non célébrée », a fait savoir la jeune entrepreneure à Southern China Morning Post.

L'agence d'Harmony Ilunga, explique South China Morning Post, est petite mais en croissance rapide et représente un large éventail de modèles - hommes et femmes - principalement de pays d'Afrique, d'Asie du sud et d'Asie du sud-est. L'équipe de l'agence prépare le prochain défilé de mode qui se tiendra le 5 septembre à l'hôtel Eaton HK en Jordanie. 20% des ventes de billets iront à des organisations caritatives et des ONG qui travaillent sur les questions de réfugiés, les inégalités entre les genres, les or-

phelins et les projets environnementaux.

Déclie

Harmony « Anne-Marie » Ilunga a toujours voulu devenir mannequin et participait à des défilés de mode au lycée. Elle a continué avec sa passion après le collège, où elle a rencontré la réticence des agences de mode. « Nous préférons les mannequins blancs », une réponse qu'elle a souvent entendue. C'est ce qui l'a poussée à créer sa propre agence. Ses modèles : Rihanna et Adut Akech, ancienne réfugiée soudanaise en Australie, devenue star mondiale de la mode.

Avant de se lancer, Harmony Ilunga a effectué ses recherches et découvert qu'il n'y a pratiquement aucun modèle de couleur à Hong-Kong - ceux qui ne sont pas blancs, asiatiques ou mixtes - qui trouvent des emplois. Elle a aussi découvert que les modèles blancs sont également mieux payés. « Si je fais un aussi bon travail dans le même laps de temps, pourquoi devrais-je être moins payé ? », a-t-elle dit. La récente actualité

liée au mouvement Black Life Matters a conféré une certaine visibilité à la nouvelle agence. « Les commentaires et l'intérêt que nous avons reçus ces derniers temps ont tous été très positifs et le soutien de la communauté est incroyable, je reçois tellement de messages sur les réseaux sociaux chaque jour. J'ai même eu des agences qui m'avaient rejeté personnellement avant d'essayer aujourd'hui de prendre certains de mes modèles », a-t-elle poursuivi.

Même s'il y a ceux qui exploitent le mouvement « Black Lives Matter », en particulier dans l'industrie de la mode du moins, a fait savoir Harmony Ilunga, les gens commencent à devenir plus ouverts à l'idée de travailler davantage avec des modèles noirs et des modèles de couleur. Elle a précisé cependant que le premier et principal objectif de l'agence est avant tout de promouvoir les talents. « La mode vient en premier. Ce n'est pas parce qu'une personne est issue d'une minorité ethnique que nous la représentons automatiquement. Vous devez montrer que vous avez le potentiel pour être un bon modèle. Le but est de promouvoir les minorités ethniques talentueuses. Je pense que nous avons aidé à promouvoir beaucoup de personnes grâce à notre plateforme, la liste est assez longue. Mais si je dois donner une personne en particulier, je dois dire qu'il y a un gars appelé Daniel qui est à moitié Philippin et Noir. Il a commencé avec nous. Le truc avec Daniel, c'est qu'il est très talentueux et qu'il est passionné de mannequinat mais il ne savait pas par où commencer. Harmony HK a été le point de départ pour lui, ce qui l'a aidé à acquérir plus d'expérience et il travaille maintenant avec différentes marques à Hong-Kong telles que Hypebeast », a expliqué

Harmony Ilunga au site therecollective.com.

Boutique en ligne

Harmony Ilunga lance également une boutique en ligne sur le site Web Harmony HK pour que les designers issus de minorités ethniques et de réfugiés vendent leurs produits. Elle espère pouvoir utiliser sa carrière comme un exemple pour inspirer d'autres enfants issus de milieux similaires. « Je veux être un modèle, je veux que les autres enfants africains puissent me regarder comme un exemple positif et croire qu'ils peuvent être un modèle ou tout ce qu'ils veulent. Tout ce que nous voulons, c'est être inclus et représentés. Je considère Hong-Kong comme ma maison. J'ai grandi ici et je ne vais aller nulle part ailleurs », a laissé entendre la jeune entrepreneure.

« Je suis si fière de représenter ici l'art et la culture congolaise, malgré les circonstances. Pour les Congolais, tout est question de mode - par exemple, nous sommes célèbres pour la sapologie », a-t-elle confié au site pacificplace.com « Je pense que c'est important pour moi parce que je veux que les gens à Hong-Kong voient à quoi ressemble le tissu africain. Il est important que les gens sachent que nos tissus et nos vêtements représentent également la dignité. C'est une façon d'amener le Congo à Hong-Kong, et c'est pourquoi Art Women est là chaque fois que nous faisons un spectacle, parce que nous voulons représenter la beauté des Congolais », a-t-elle conclu, faisant référence à l'un des partenaires de conception d'Harmony HK. L'objectif de la jeune entrepreneure est d'étendre son agence dans toute l'Asie pour célébrer la diversité et l'inclusion.

Patrick Ndungidi

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



DCMP

Eddy Mukuna comble la vacance d'Ayi Idambituo à la section football

Le colonel Eddy Mukuna a repris le tablier rendu il y a quelques mois par Ayi Idambituo à la section football des Immaculés de Kinshasa, au terme d'une élection organisée le 18 juillet.

Le Daring Club Motema Pembe (DCMP) a tenu samedi dernier une assemblée générale extraordinaire et élective, afin de compléter les postes restés vacants au comité de coordination du club. L'on note d'emblée l'arrivée du colonel Eddy Mukuna à la présidence de la section football. Il remplace à ce poste Ayi Idambituo qui avait démissionné une année après son élection et qui récemment a été sulfureux dans ses déclarations aux médias, dénonçant des malversations financières dans la gestion du président de direction, Vidye Tshimanga. Eddy Mukuna a été voté à la majorité absolue de quatorze voix sur autant d'électeurs, tournant ainsi définitivement la page Idambituo. Il a été élu en présence des représentants de la Ligue nationale de football (Linafoot) et de la Division urbaine des sports et loisirs. "Nous de-

vons nous battre pour réaliser les objectifs du président de la coordination. Pour cette année, nous allons faire un effort de remporter le championnat de la Linafoot et atteindre la demi-finale de la coupe d'Afrique. Nous allons tout faire pour éliminer des divisions dans notre équipe. Je suis venu pour rassembler", a déclaré le nouveau président de la section football des Immaculés de Kinshasa dans son mot après son élection.

Outre l'élection du président de la section football, note-t-on, Omer Matuku a été choisi comme secrétaire général adjoint du club pour seconder José Mandjeku, le secrétaire général. Omer Matuku a grappillé onze voix sur quatorze votants. Signalons aussi l'élection de Nanou Talangai comme présidente de la section volley-ball, et Claudine Bema à la section football Junoir. Rappelons



DCMP de Kinshasa

que DCMP fait face à des litiges, sommé par la Fifa de payer un montant de 94 mille dollars américains à l'attaquant malien Ousmane Sangaré alors qu'une plainte

d'Otis Ngoma, ancien entraîneur principal du club, a été déposée à la Fédération congolaise de football association pour des arriérés de salaire de 73 mille dollars

américains. L'ancien sélectionneur intérimaire des Léopards A compte porter lui aussi l'affaire à la Fifa si rien n'est fait.

Martin Engimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION

Amélioration des outils de collecte des données

Le Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-5) entamé cette année, connaît une innovation au niveau de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour la collecte de données et la dissémination des résultats en comparaison des années antérieures.

La nouveauté apportée à ce cinquième recensement se situe au niveau de la cartographie censitaire qui vise à découper le territoire national en zones de dénombrement et à accueillir les caractéristiques des infrastructures socio-économiques de base, a expliqué le directeur général de l'Institut national de la statistique (INS), Gabriel Batsanga, dans son allocution d'ouverture de l'atelier des producteurs, et utilisateurs des données du RGPH-5 ;

La cartographie censitaire se poursuit actuellement avec le traitement des données et la production des cartes des zones de dénombrement, a-t-il dit. « La mise en œuvre du RGPH-5 est donc dans sa phase de préparation du dénombrement, prévue en septembre et octobre, avec le lancement des activités, notamment de finalisation des outils de collecte de données, la préparation logistique, le



Les producteurs et utilisateurs des données du RGPH (Adiac)

recrutement, la formation et le déploiement du personnel », a-t-il déclaré.

L'atelier est organisé par l'Institut national de la statistique en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la population au Congo (Fnuap). L'objectif est de promouvoir l'utilisation extensive des données et résultats des investigations statistiques pour un suivi-évaluation efficient des politiques

et des programmes de développement. Gabriel Batsanga a indiqué que la collecte de données du 4 mars au 30 juin a permis au pays de disposer pour la première fois d'une base de données géo-référencée des localités et des infrastructures socio-économique de base pour des besoins d'aménagement du territoire et de suivi de la politique de décentralisation.

Le représentant du Fonds des

Nations unies pour la population au Congo, Mohamed Lemine Ould Moujtaba, a expliqué à cette occasion que la statistique est un produit de consommation qui demande d'associer les utilisateurs pour donner la vie aux besoins utilisés en matière de bien ainsi que leur avis sur la qualité du produit.

L'initiative de l'opération de recensement, poursuit-il, a

permis de jeter des bases de consolidation et de concertation des autres opérations. « Le produit statistique est soumis à l'offre et la demande ainsi qu'à l'élasticité de la demande parce que si le produit statistique n'existe pas, la population fera recours au substitut qui n'est autre que de mauvaises informations non scientifiques », a-t-il dit. Mohamed Lemine Ould Moujtaba a rappelé que l'opération exhaustive portera sur des questionnaires qui apporteront des informations géographiques. Toutefois, il a prévenu les producteurs et utilisateurs de données des obstacles qu'ils pourront rencontrer au niveau des sources d'informations. Notons que les précédentes opérations de recensement général de la population et de l'habitation ont été organisées respectivement en 1974, 1984, 1996 et en 2007.

Lydie Gisèle Oko

COVID-19

Brazzaville et Pointe-Noire totalisent 96% de cas positifs

Les deux plus grandes villes de la République du Congo totalisent à elles seules 2.743 sur les 2.851 cas positifs que compte le Congo, en date du 20 juillet, soit 1.824 pour la première ville et 919 pour la seconde. Ces chiffres, faisant état de la situation épidémiologique de Covid-19, ont été dévoilés le 20 juillet par le Dr Benjamin Atipo, en remplacement du Dr Gilbert Dziessi, en mission. Dans les huit autres départements touchés par la Covid-19, l'on compte 108 cas repartis de la manière suivante : Kouilou : 49, Niari : 19, Bouenza : 13, Pool : 16, Cuvette : 5, Cuvette-Ouest : 4, Lekoumou : 1 et Sangha : 1. Seuls les départements de la Likouala et des Plateaux n'ont pas encore enregistré un cas de Covid-19. Dans l'ensemble, le Congo a totalisé ce jour 666 guéris, 50 décès, 9 cas sont transférés à l'étranger. Huit patients sont sous oxygène, à Pointe-Noire. Les Congolais sont ainsi invités à intensifier le respect des mesures barrières. Le numéro vert 3434 est toujours ouvert en cas de signes.

Rude Ngoma

Le dernier bilan des cas confirmés dans le monde en date du 20 juillet 00H00 GMT

Voici le dernier bilan des cas confirmés de Covid-19 dans les pays les plus touchés du monde, établi par le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'Université Johns Hopkins en date du 20 juillet 00H00 GMT :

Pays- Cas confirmés
 Monde 14.430.943
 Etats-Unis 3.762.081
 Brésil 2.098.389
 Inde 1.077.781
 Russie 770.311
 Afrique du Sud 364.328
 Pérou 353.590
 Mexique 338.913
 Chili 330.930
 Royaume-Uni 296.358
 Chine 85.765

Le Maroc passe à la 3^e phase du plan de levée du confinement

Le Maroc est passé le dimanche à minuit à la 3^e phase de la levée progressive du confinement avec l'adoption de nouvelles mesures d'assouplissement, annonce un communiqué du gouvernement parvenu à Xinhua.

Cette transition s'appuie sur la base des synthèses du suivi quotidien et de l'évaluation périodique de l'évolution de la situation épidémiologique dans le royaume et prendra effet dans le cadre de la mise en œuvre des mesures nécessaires à un retour progressif à la vie normale et à la revitalisation de l'économie nationale, argue le communiqué. Ainsi, les établissements touristiques seront autorisés à utiliser 100% de leur capacité d'hébergement alors que les espaces communs tels que les piscines, les restaurants ou encore les salles de fitness ne pourront pas dépasser 50% de leurs capacités, souligne la même source.

Le transport public urbain et interurbain de voyageurs pourra atteindre 75% de sa capacité dans des conditions précises qui seront annoncées ultérieurement.

Parmi les autres mesures, on peut citer l'autorisation accordée aux compétitions sportives officielles de se tenir mais sans public, à l'instar des événements et rassemblements avec vingt personnes au maximum.

La réouverture des centres culturels, musées, bibliothèques et monuments est également autorisée sans dépasser 50% de leurs capacités, ajoute le communiqué, qui précise que toutes les autres restrictions restent en vigueur telles que l'interdiction des mariages, des cérémo-

nies funèbres, des salles de cinéma et des piscines publiques. L'exécutif marocain appelle les citoyens à la plus grande vigilance et à respecter scrupuleusement le port du masque, la distanciation physique et les mesures d'hygiène, compte tenu notamment des risques sanitaires posés par la période estivale et la fête du sacrifice à la fin du mois de juillet (Aïd el-Kébir). Le gouvernement rappelle qu'en cas d'apparition de foyers infectieux, toute unité industrielle, commerciale, de service ou touristique sera fermée. De même, toute zone sera placée en strict confinement au cas où elle représente un foyer épidémiologique.

Xinhua

LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La FAO à la quête des ressources nécessaires pour contrer le fléau en RCA

Pour montrer le danger et l'importance de la situation qui prévaut actuellement en République centrafricaine, notamment au plan de l'insécurité alimentaire qui risque d'atteindre un niveau élevé, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a fait une déclaration, le week-end dernier sollicitant un appui nécessaire auprès des pays membres des Nations unies.

Selon la FAO, la RCA est identifiée comme l'un des trente-sept pays à travers le monde qui risque de voir sa situation alimentaire se détériorer à cause de l'épidémie de coronavirus. Pour ce faire, il est question de mettre en place un comité de lutte contre l'insécurité alimentaire dans ce pays. D'autant plus, dans le pays, plus de deux millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aigüe. Car, les déplacements des populations et les épisodes de violence empêchent une production vivrière normale. A cela s'ajoutent aussi les mauvaises habitudes alimentaires avec la présence de la Covid 19.

Déplorant cette situation, le chargé de programmes de la FAO pour la Centrafrique, Étienne Ngounio Gabia, a souligné que l'épidémie de la Covid-19 a pour conséquence sur l'alimentation des Centrafricains, une hausse du prix des aliments sur le marché tandis que l'importation et

la production de denrées sont limitées. Cette épidémie vient s'ajouter à une situation déjà difficile dans le pays.

« En dehors de Bangui et de l'Ouham, toutes les préfectures ont des taux de malnutrition chronique qui dépassent 30%. Au niveau des autres préfectures comme la Basse-Kotto, la Mambéré-Kadeï, le Mbomou, la Nana-Mambéré et l'Ouham, ce taux va au-delà de 40%. La situation de malnutrition est préoccupante. Cela a amené les autorités à solliciter l'appui des partenaires, notamment du système des Nations unies », a-t-il conclu, en spécifiant que la création de ce comité envisagé depuis plusieurs mois doit permettre d'apporter une meilleure réponse sur le terrain. Il permettra de coordonner les différents secteurs qui concourent à la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, l'environnement et l'éducation.

Rock Ngassakys

DÉCOUVREZ LE NOUVEAU NUMÉRO
DE JEUNE AFRIQUE

LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES



**DISPONIBLE
DÈS MAINTENANT**
chez votre marchand
de journaux et en édition
digitale pour seulement
1€



SANTÉ

Trois questions à Patrick Manckoundia, spécialiste en gériatrie, du CHU Dijon Bourgogne

Alors que la crise sanitaire liée à la Covid-19 semble en passe d'être résorbée, les Dépêches de Brazzaville donnent la parole au professeur Patrick Manckoundia, chef du Pôle «Personnes Âgées» (PPA) du CHU de Dijon Bourgogne. En tant que professeur de médecine, d'une part, il anime le PPA du CHUDB et, d'autre part, il est enseignant à la faculté de médecine de Dijon au sein de laquelle il coordonne également le DES et le DESC de gériatrie, le DESC de la médecine de la douleur et de la médecine palliative, ainsi que l'Unité d'enseignement 5 et dispense des cours dans différents établissements. Il explique sa fonction, entre épuisement et soulagement.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : En quoi consiste l'activité du Pôle «Personnes âgées» du CHU Dijon Bourgogne ?

Pr. Patrick Manckoundia (Pr.P.M.) : Le Pôle «Personnes âgées», en sigle PPA, est un pôle d'activité médicale regroupant la filière gériatrique et les soins palliatifs. La partie gériatrique comporte : un service de gériatrie ambulatoire (consultations, hôpital de jour, Équipe mobile de gériatrie et unité d'oncogériatrie) ; un service de médecine interne gériatrie (MIG) ; un Service de soins de suite et réadaptation gériatrique (SSRG) et un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) – Unité de soins de longue durée (USLD). La partie soins palliatifs est composée d'une unité de soins palliatifs (USP) et d'une Équipe Mobile de Soins Palliatifs (EMSP).

La partie gériatrique du PPA assure la prise en charge des personnes âgées d'au moins 75 ans, présentant plusieurs pathologies chroniques, dits polypathologiques, depuis les soins aigus jusqu'à leur entrée éventuelle en institution (EHPAD), en passant par la rééducation. Le PPA comporte environ 400 lits et 10 places d'hôpital de jour.

L.D.B. : De quelle manière y exercez-vous votre fonction ?

Pr. P.M. : Au sein du PPA, j'ai plusieurs fonctions. Tout d'abord celle de chef de Pôle qui consiste à gérer le PPA, en collaboration avec le directeur délégué et d'un cadre supérieur. Je m'occupe par exemple du recrutement des médecins et je suis garant de la bonne santé financière du PPA. Par ailleurs, je suis chef du service de MIG.

L.D.B. : Quelles sont les particularités de ce pôle ?

Pr. P.M. : La particularité du PPA est de prendre en soin des personnes âgées d'au moins 75 ans et polypathologiques. Ainsi, un tel patient, en provenance des urgences ou à la demande de son médecin traitant par exemple, peut être admis en MIG pour toute maladie ou situation aiguë (pneumonie, infarctus du myocarde, accident vasculaire cérébral, chute, décompensation d'une maladie d'Alzheimer, syndrome inflammatoire, ...) et durant une dizaine de jours. Puis, selon l'évolution de l'état de santé du patient, à l'issue de son séjour en MIG, son parcours de soin peut le conduire en service de SSRG au sein duquel il bénéficie de la poursuite des explorations et de traitements initiés dans le précédent service,



ainsi que d'une rééducation/réhabilitation. Enfin, en cas de perte d'autonomie et/ou d'indépendance, la personne âgée peut être orientée vers l'EHPAD-USLD. Suite à son admission dans ce dernier service, la personne âgée devient résidente, à la différence des deux précédents services qui relèvent du secteur sanitaire et accueillent donc des patients. L'EHPAD-USLD du CHUDB a la particularité d'accueillir les personnes âgées les plus lourdes sur le plan médical et nécessitant un suivi rapproché. L'autre composante du PPA est l'USP-EMSP dédiée à l'accompagnement de personnes en fin de vie, en phase terminale de cancer ou de maladie chronique, adossée à l'USP, avec pour mission de participer

à la prise en soin du même type de patients dans les structures de l'arrondissement de Dijon.

L.D.B. : Vous mettre au service de la santé de personnes âgées a-t-il été de votre part un choix délibéré, une préférence ou un hasard ?

Pr. P.M. : Mon choix de la gériatrie n'est pas tout à fait le fruit du hasard. Lors de ma spécialisation en médecine interne, j'ai effectué mon premier stage en MIG. J'ai alors été confronté à une discipline, la gériatrie, très complexe, très humaine et prenant en charge la personne dans sa globalité. Mon éducation congolaise m'a appris, entre autres valeurs, le respect des anciens. Enfin, la rencontre avec un homme, le Pr Pierre Pfitzenmeyer, a été déterminante.

L.D.B. : Comment avez-vous réussi à organiser la riposte contre la pandémie liée au coronavirus, infiniment plus redoutable encore pour cette population vulnérable ?

Pr. P.M. : Nous avons réagi dès la première alerte en ayant une action coordonnée entre la direction générale du CHUDB et le PPA. Une cellule de crise Covid-19 a été mise en place par la direction générale du CHUDB avec pour

mission la gestion de cette pandémie. Parmi les actions déployées au sein du PPA, citons la transformation de toutes les chambres en chambres individuelles, la formation des soignants aux règles d'hygiène encore plus rigoureuses et spécifiques, l'organisation de la fermeture du secteur ambulatoire, l'ouverture des consultations téléphoniques et des téléconsultations, l'interdiction des visites aux patients et aux résidents, l'instauration de la visioconférence par différentes interfaces afin de maintenir un contact, certes virtuel, entre les résidents ou les patients et leurs proches. Ainsi, notre préoccupation permanente était de prendre les précautions maximales tout en maintenant une offre de soins dédiée aux personnes âgées qui, à l'évidence, étaient celles les plus à risque face au virus.

Les équipes, tant médicales que non médicales, très investies, ont vécu des moments d'épuisement ! Nous déplorons plusieurs décès de patients. Cependant, les résultats ont été probants et nous ont valu une reconnaissance de l'Etat français au point d'être invités aux festivités nationales du 14 juillet 2020 à Paris.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

Restez en sécurité
Faites vos transactions bancaires
depuis chez vous avec

Wizkid

leo
UBA
Wizkid Banking

• Afrique • New York • Londres • Paris

www.wizkid.com Email : info@wizkid.com Africa's global bank

HARIOM TRAVELS
Agence de Voyage & Tourisme

Visitez
les pays de vos Rêves avec nous

Billet + Hôtel + Loisirs
nous faisons de votre séjour une expérience inoubliable

Pointe-Noire (Rép. du Congo) + (242) 05 555 55 79 - 04 485 09 09 salespnr@hariomtravels.net
Brazzaville (Rép. du Congo) + (242) 05 302 67 86 - 04 431 03 50 salesbzbv@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net

75^e ANNIVERSAIRE DE L'ONU

Les jeunes leaders congolais émettent s'expriment sur les 25 ans à venir de l'organisation

En prélude à la commémoration en septembre du soixante-quinzième anniversaire de l'organisation des Nations unies (ONU), le Centre d'information des Nations unies au Congo (Unic) a organisé, le week-end dernier, une rencontre d'échange et de sondage d'idées avec les jeunes leaders congolais.

La rencontre de sondage d'opinions s'inscrit, selon les initiateurs, dans le cadre de l'exercice mondial d'écoute, qui met l'accent sur la jeunesse au niveau mondial ainsi que sur les groupes qui ne dialoguent pas encore avec l'ONU. Une initiative émanant du secrétaire général de l'ONU. Intitulée : «Xcampagne ONU75 », elle vise à mieux comprendre ce que les jeunes attendent de la coopération internationale dans le contexte d'urgence qui caractérise les problèmes du monde actuel. Car, cette année l'organisation totalise soixante-quinze ans d'existence et dans vingt-cinq ans, elle aura cent ans. Ainsi, il est temps de faire l'état des lieux de l'institution afin de projeter son avenir. Car, les jeunes ont aussi intérêt à donner leurs positions sur la direction que doit être orientée le système de développement de nos Etats ainsi que sur les futurs défis qui attendent les Nations unies dans les vingt-cinq ans à venir.

Lancée en janvier, cette enquête virtuelle qui se fait à travers les réseaux sociaux concerne les organisations de jeunes, de la société civile, les milieux d'affaires et les médias au niveau mondial. Les conclusions de ces résultats ainsi qu'un rapport final seront publiés en janvier 2021.

Selon l'un des responsables de l'Unic, ces avis et les idées recueillis auprès de ces jeunes seront rassemblés et présentés par le secrétaire général de l'ONU aux chefs d'Etat et aux hauts responsables de l'organisation, notamment lors de la rencontre de haut niveau qui aura lieu le 21 septembre prochain. Date à laquelle sera célébré le soixante-quinzième anniversaire de l'ONU.

« L'ONU fête son soixante quin-



Les jeunes leaders congolais/Adiac

zième anniversaire à un moment où le monde est en proie à de profonds bouleversements, aggravés par une crise sanitaire mondiale sans précédent qui a de graves répercussions économiques et sociales. En sortons-nous plus forts et mieux préparés pour travailler ensemble ? Ou, au contraire, la méfiance et l'isolement vont-ils encore s'accroître ? L'année 2020 doit être celle du dialogue, celle de rechercher les moyens de bâtir un avenir meilleur pour tous », a souligné le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, en ajoutant que la Covid-19 nous rappelle, cruellement, combien il est nécessaire de coopérer au-delà des frontières, des groupes et des générations. Notre riposte déterminera la vitesse à laquelle le monde se remettra de cette crise. Elle conditionnera la réalisation des Objectifs de développement durable et la prise en charge des défis urgents, notamment le changement climatique, les inégalités, les nouvelles formes de violence et l'évolution rapide des technologies et de nos populations.

Faire entendre nos voix

Pour l'ONU, il est vital de faire entendre nos voix en ce moment cru-

cial pour le monde. Car, nos avis, nos craintes et nos idées seront présentés aux dirigeantes et dirigeants mondiaux en septembre, à l'Assemblée générale des Nations unies. Après septembre, des groupes du monde entier se retrouveront pour examiner la meilleure manière de faire avancer les priorités et les propositions rassemblées. Chaque conversation constitue une occasion d'encourager les participants à prendre des initiatives à leur niveau. Ainsi, ces conversations peuvent conduire à des prises de conscience et fournir des données factuelles dont les organisations nationales et internationales pourront se servir dans la pratique. Ces conclusions peuvent par exemple inspirer de nouvelles formes de programmes, d'investissements, de partenariats et de campagnes. « Le climat et l'environnement sont en tête de liste des problèmes qui affecteront le plus l'avenir de l'humanité - avec plus du double des réponses que tout autre problème. Les conflits et la violence viennent en deuxième position et les risques pour la santé en troisième position », précise l'ONU, en invitant chaque personne à participer à cette initiative.

« Aucun pays et groupe n'est

en mesure de surmonter à lui seul les problèmes complexes de notre planète. C'est pourquoi, nous devons nous réunir. Mais, pas seulement pour parler mais aussi pour écouter. Car, la participation de toutes et tous est absolument essentielle », a ajouté le responsable de l'ONU, Antonio Guterres.

Faisant une rétrospection sur l'histoire de la charte des Nations unies, le coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo a signifié que cette Charte est le fruit d'un long processus, dont les prémices se trouvent dans les divers traités internationaux, notamment en matière de droit de la guerre, de droit maritime et des frontières et de droit international signés à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Elle fait suite à plusieurs traités et déclarations, plus ou moins formels, publiés entre 1941 et 1944. Ainsi, dans ce document sont définis les nouveaux principes d'organisation de la société internationale, les différentes institutions de l'ONU, notamment l'Assemblée générale et Conseil de sécurité, les procédures à suivre en vue du règlement pacifique des différends ou en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression sans

oublier la coopération économique et sociale.

La quintessence de la Charte des Nations unies

« Nous, peuples des Nations unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. Et à ces fins, à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales, à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun, à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples, avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins ». Notons que pour le cas du Congo, au terme de ce sondage qui se fait dans tous les départements du pays, deux jeunes seront sélectionnés pour effectuer un voyage aller-retour Brazzaville-Nairobi au Kenya.

Rock Ngassakys

LIBYE

Florence Parly fustige les puissances étrangères

La ministre française des Armées, appelle «les puissances étrangères» à arrêter «de rendre encore plus compliquée» la situation en Libye.

Florence Parly dénonce par exemple la Turquie, dont le rôle inquiète les autorités françaises en Libye. Pour elle, la solution avec ce pays, membre de l'Otan, «passe par le dialogue». Un navire militaire français, chargé de vérifier le respect de l'embargo des armes en Libye a été récemment pris à partie par l'armée turque.

Lors d'une réunion avec les membres de l'Alliance atlantique, «nous avons dit très clairement que nous ne pouvions pas tolérer qu'un navire français qui a été mobilisé par l'Otan pour une opération de vérification du respect de l'embargo des armes en Libye puisse être pris à partie par un navire militaire turc

sans que l'Otan ne réagisse», a-t-elle déclaré.

La France demande un geste de la part de la Turquie : «Nous avons fait des propositions à l'Otan pour pouvoir rétablir les conditions d'un dialogue fructueux au sein de l'Alliance, mais nous demandons aussi à la Turquie de reconnaître que le l'embargo sur les armes doit être respecté», a-t-elle expliqué.

Plusieurs milliers de mercenaires turcs se trouveraient actuellement sur le sol libyen, selon l'armée française: «C'est extrêmement inquiétant. Aujourd'hui, des puissances étrangères s'invitent en Libye. Ceci complique encore la résolution du problème et en

effet, il n'y aura pas de solution militaire. Donc, il est urgent maintenant que les différentes parties prenantes acceptent l'idée que la victoire ne sera pas militaire mais politique et que les puissances étrangères arrêtent de rendre cette situation encore plus compliquée», a indiqué la ministre des Armées.

Surveillance de l'embargo

Un avion de surveillance de la marine nationale a effectué un premier vol, en soutien direct à l'opération de l'Union européenne de contrôle de l'embargo sur les armes, a annoncé l'état-major des armées français. Parti de la base aéronautique navale de Hyères, le Falcon 50 a

effectué trois heures de vol au nord des côtes libyennes, en liaison avec la frégate grecque Spetsai, seul navire de l'opération et sous les ordres de l'état-major d'opération Eunavfor Med Irini. l'objectif est de contrôler les flux de navires, les possibles trafics (armes et pétrole). «Il a pu observer et rendre compte des mouvements maritimes» dans la zone, indique l'état-major français des armées. Il a également «interrogé plusieurs navires sur leur chargement, leur provenance, leur destination et leur équipage, et a pris les photos nécessaires pour en rendre compte de la manière la plus complète ». Après l'opération, le Falcon a rejoint Hyères, après avoir transmis à

l'état-major d'Irini tout ce qu'il avait pu observer, pouvant documenter des faits, et permettant ensuite avec l'analyse de les faire remonter à la fois aux États membres, et à l'ONU.

Engagement promis, engagement tenu

La France a promis, selon des informations, deux jours de vol par mois (tout comme la Grèce). Mais en visite au Quartier générale de l'opération à Rome, en Italie, Florence Parly a pu apprécier le manque de moyens, particulièrement en matière de renseignement. Ce qui remet en jeu la crédibilité de l'Union européenne.

Noël Ndong

BASSIN DU CONGO

Les structures communautaires s'impliquent davantage dans la conservation des écosystèmes

La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) viennent d'adopter le document relatif à la mise en œuvre de la phase 2 du Programme d'appui à la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo (Pacebco).

Le document a été approuvé au cours des deux réunions de concertation tenues en visioconférence les 10 et 15 juillet entre la CEEAC et la Comifac. Cette rencontre avait pour objectif principal de définir un montage institutionnel garantissant une meilleure implication des deux parties dans la coordination de la mise en œuvre de la phase 2 du Pacebco.

A cet effet, les deux institutions sont parvenues aux résultats suivants : l'adoption d'un montage institutionnel idéal pour le Pacebco-2, de la Planification sur l'affectation d'une partie des allocations concessionnelles du Fonds africain pour le développement (FAD-15) au financement de la deuxième phase Pacebco, l'identification des points forts et faibles du montage institutionnel du Pacebco-1. Aussi, des éléments clés du rapport d'achèvement du Pacebco ont également été relevés. La tenue de ces réunions fait suite à une mission de la Banque africaine de développement (BAD) à Yaoundé et à Libreville en 2018 et dont l'une des recommandations était que la CEEAC se concertent avec la Comifac afin de proposer un montage institutionnel du Pacebco 2. Ceci, en tenant compte des leçons apprises du Pacebco1, de nouvelles modalités de financement et de la recherche d'efficacité pour la mise en œuvre de ce programme.

Le Pacebco intègre à la fois les enjeux écologiques, sociaux, et économiques et contribue à la mise en œuvre des axes 3, 4, 6 et 7 du Plan de Convergence. Il a ainsi pour objectifs d'assurer la régénération des écosystèmes, d'améliorer les conditions de vie des populations et de renforcer les capacités des institutions en charge de la gestion des écosystèmes dans la sous-région. « *Le Pacebco vise la conservation de la deuxième plus grande forêt tropicale du monde et le second poumon vert de la planète après l'Amazonie* », indique le rapport.

Le projet d'appui à la conservation des écosystèmes et de la biodiversité du Bassin du Congo couvre quatre composantes, à savoir le renforcement des capacités des institutions du traité de la Comifac, la gestion durable de la biodiversité et adaptation aux changements climatiques, la promotion durable du bien-être des populations.

Les pays bénéficiaires de ce programme sont le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la RCA, la RDC et le Rwanda. Il est cofinancé à hauteur de 37,28 millions d'unités de compte, soit environ 28,53 milliards de FCFA par un don du FAD, de la BAD et les contributions de la CEEAC et des bénéficiaires.

Gloria Imelda Lossele

ZONE CÉMAC

Suppression des frais du roaming dès janvier 2021

À partir du 1er janvier prochain, les citoyens des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) en déplacement à l'intérieur de la sous-région auront accès aux services mobiles, entre autres, appels, SMS et internet, sans changer de carte Sim et frais supplémentaires.

Les six pays membres de la Cémac se sont accordés sur un cadre légal visant la diminution du coût de communication. Un projet de règlement communautaire relatif à l'itinérance et aux tarifs sur les réseaux de communication en vue de la mise en place d'un réseau unique en Afrique centrale a déjà vu le jour. Le coût de communication connaîtra une baisse sensible dans les prochains mois avec la suppression du roaming.

Pour donner un coup d'accélérateur au processus d'intégration, la Cémac entend également s'appuyer sur les télécommunications. « *Il serait judicieux pour les États membres de la Cémac de ne pas rater la date butoir du 1er janvier 2021 pour l'opérationnalisation de la suppression des surcoûts sur l'itinérance mobile. Cela pour booster les efforts d'une relance économique dans la sous-région dans un monde post-Covid-19* », précise un communiqué de la Cémac daté du 1er juillet dernier.

En effet, le projet de règlement communautaire relatif à l'itinérance et aux tarifs sur les réseaux de communication a été validé par les ministres des Télécoms, conformément à la volonté exprimée par

les chefs d'Etat de la sous-région. Il est désormais question que le bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la Commission économique pour l'Afrique veille à la mise en œuvre de ce projet intégrateur.

La suppression des frais de roaming sera bénéfique aussi bien au niveau de la productivité, de la diversification des services, qu'au niveau de l'accroissement du volume des échanges intra-africains. « Cette étape décisive constitue un outil de communication sans frontière et un vecteur d'intégration régionale susceptible d'améliorer de façon significative la vie au quotidien des citoyens en déplacement dans la zone Cémac et, conséquemment, une opportunité de renforcement de la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux », a-t-on appris de la même source.

À noter que la nouvelle réglementation communautaire portant suppression des frais d'itinérance sur les réseaux de communication mobile ouverts au public a été approuvée fin février dernier, à Douala, par les ministres en charge des Télécommunications, en lien avec le Programme économique régional 2017-2021.

Fiacre Kombo

ECOSYSTÈMES DU BASSIN DU CONGO

Les ministres de la CEEAC statuent sur la mise en œuvre du PACEBCo-2

La réunion conjointe des ministres en charge des Forêts, de l'Environnement et de la Planification des onze États membres de la CEEAC sur la concertation pour l'affectation d'une partie d'allocations concessionnelles du FAD-15 au financement de la mise en œuvre du Pacebco-2, s'est tenue le 17 juillet.

Cette réunion des ministres à laquelle ont pris également part les représentants de la CEEAC, de la Comifac et de la BAD, est intervenue après celle des experts, tenue les 15 et 16 juillet par visioconférence. Le principal objectif de celle-ci a été de statuer sur les modalités de l'affectation d'une partie des allocations concessionnelles du FAD-15 de leurs pays respectifs au budget requis pour la mise en œuvre du PACEBCo-2.

Plus spécifiquement, il s'est agi d'édifier les ministres des investissements réalisés dans la sous-région et dans chaque pays bénéficiaire dans le cadre de la première phase du PACEBCo et de l'importance de la valorisation des acquis de ce programme ; de présenter les activités prévues dans le cadre de la deuxième phase du PACEBCo ; de montrer les avantages de l'accompagnement des États par la CEEAC/Comifac dans la mise en œuvre des initiatives de conservation et de gestion durable des écosystèmes en général et dans la capitalisation des acquis du PACEBCo en particulier ; d'échanger sur la répartition des montants à prélever sur les allocations concessionnelles des pays bénéficiaires pour le financement du PACEBCo-2.

Les résultats attendus au cours de cette réunion ont été les suivants : les investissements réalisés et les acquis comptabilisés dans la sous-région et dans chaque pays



La ministre en visioconférence (crédit photo/DR)

bénéficiaire de la première phase du PACEBCo-1 sont actés ; les points importants et les activités prévues dans le cadre de la deuxième phase du PACEBCo sont portés à la connaissance des participants ; les principaux avantages de l'accompagnement des États membres par la CEEAC/Comifac dans la mise en œuvre PACEBCo-2 et dans la capitalisation des acquis du PACEBCo-1 sont présentés ; les montants à prélever sur les allocations concessionnelles du FAD-15 pour le financement du PACEBCo-2 sont, de manière consensuelle, fixés pour chaque pays membre et adoptés par les ministres.

En effet, le compte rendu de la réunion des experts sur la mise en œuvre du programme d'appui à la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo (Pacebco) dans sa première phase a relevé certaines faiblesses dans la mise en œuvre du projet ; toutefois des acquis justifiant la nécessité pour les experts de passer à la phase 2 du projet, afin, entre autres, de les préserver, ont été présentés. Au titre des lacunes identifiées il y a : l'absence d'une étude de faisabilité du projet ; un montage institutionnel inadéquat ; des difficultés de décaissement. Au titre des acquis, diverses infrastructures ont été réalisées dans quelques pays, qui

méritent d'être capitalisées par les pays.

« *Je voudrais indiquer à ce stade que le projet PACEBCo1 avait mis l'accent sur les aspects de conservation, notamment par l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines des aires protégées. Cette vision était à n'en point douter conforme aux préoccupations des pays à cette époque. Mais vous le savez, nous ne pouvons aujourd'hui aborder les questions de conservation des écosystèmes sans prendre en compte les aspects de valorisation, de lutte contre les changements climatiques et bien sûr*

du bien-être de la population, sans oublier les impacts éventuels des activités sur l'environnement », a déclaré la ministre en charge de l'Environnement du Congo-Brazzaville, Arlette Soudan-Nonault.

Des problématiques nouvelles comme celles de la gestion durable des zones humides en général, des tourbières et des mangroves en particulier sont désormais associées à la problématique de la conservation. « *Il s'agira dans le cadre du PACEBCo2, que nous soutenons, au-delà de la création des infrastructures, de développer toute une économie autour des ressources naturelles, notamment l'écotourisme de manière à créer un cercle vertueux qui permette à la population de conserver les ressources naturelles tout en tirant profit de cette conservation* », a-t-elle ajouté.

Indiquant toutes les fois que des synergies devront par conséquent être établies entre ce projet et d'autres projets en cours de préparation ou de mise en œuvre, ainsi que les initiatives qui concourent aux mêmes objectifs tels que le Fonds bleu pour le bassin du Congo. Il faudra en définitive que la phase préparatoire soit menée de sorte que les priorités des pays ressortent clairement dans le document du projet PACEBCo2.

Bruno Okokana

COVID-19

Rendre pérenne la désinfection des marchés de Brazzaville

Lancées depuis quelques temps, dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, les opérations de désinfection des marchés domaniaux de la ville capitale se sont poursuivies le 19 juillet, en présence de la ministre de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo, et du maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba.

Le marché Total, à Baongo, deuxième arrondissement, a été le premier à recevoir les équipes du service d'hygiène munies des pulvérisateurs et d'autres matériaux utilisés dans les opérations de désinfection.

Les marchés de Plateaux des 15 ans, à Mougali (quatrième arrondissement), de Poto-Poto dans le troisième, ainsi que ceux de Ouenzé et de Tembe na bambanda à Talangaï (sixième arrondissement) n'ont pas été en marge de cette initiative saluée aussi bien par les vendeurs que les acheteurs.

C'est également le cas du marché Bourreau à Makélékélé, premier arrondissement où l'ONG Rotary a apporté sa pierre à l'édifice. « Nous sommes venus vérifier la mise en œuvre de la décision gouvernementale concernant la désinfection des marchés qui doit se faire deux fois par semaine », a déclaré Jacqueline Lydia Mikolo, lors de la visite au marché Plateau des 15 ans. « Nous devons redynamiser cette opération de telle sorte que les équipes des services d'hygiène



Un agent des services d'hygiène en plein désinfection/Adiac

soient rejointes par celles de la mairie de Brazzaville. Nous allons veiller à ce que cette opération se maintienne dans tous les

marchés. Pour se protéger et protéger les autres, nous invitons les commerçants à respecter les mesures barrières », a-t-elle renchérit.

Cette opération de désinfection a été organisée dimanche, un jour dédié à l'assainissement des marchés domaniaux par le gouvernement en

ce moment de lutte contre le coronavirus. Blanche Baloula, vendeuse au marché Plateaux des 15 ans, a salué l'initiative des autorités. « La non désinfection du marché nous serait fatale en cette période de Covid-19. Je suis contente de l'action conjointe de la mairie et du ministère de la Santé. Nous espérons que ce genre d'opération sera pérennisée afin que nos vies ne soient pas en danger », a-t-elle signifié.

A Poto-Poto, arrondissement le plus cosmopolite de Brazzaville, l'administrateur-maire, Jacques Elion, veillait à ce que la désinfection se fasse dans les normes. « Nous avons déjà arrêté un calendrier pour que cette opération soit permanente et se déroule normalement deux fois par semaine », a-t-il expliqué.

Notons que cette opération de désinfection des marchés domaniaux intègre bien la mise en pratique du plan national de riposte contre le coronavirus, actualisé récemment par les experts du ministère en charge de la Santé et de la Population.

Rude Ngoma

« Nous devons redynamiser cette opération de telle sorte que les équipes des services d'hygiène soient rejointes par celles de la mairie de Brazzaville. Nous allons veiller à ce que cette opération se maintienne dans tous les marchés. Pour se protéger et protéger les autres, nous invitons les commerçants à respecter les mesures barrières »

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

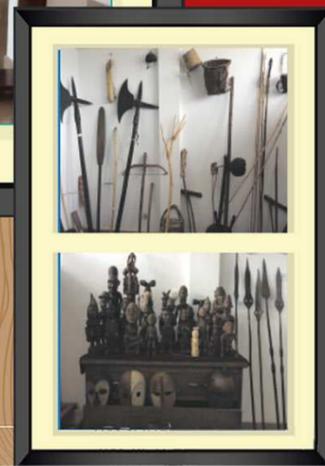
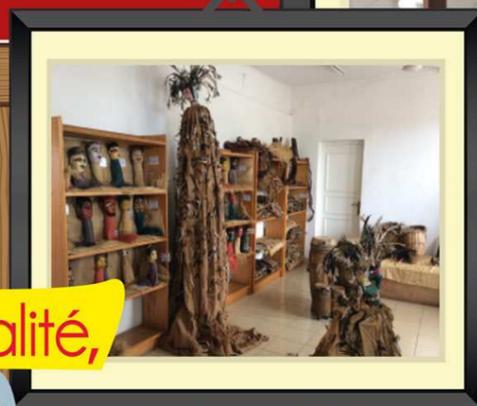
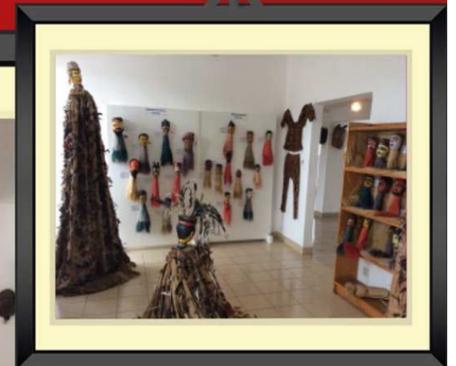
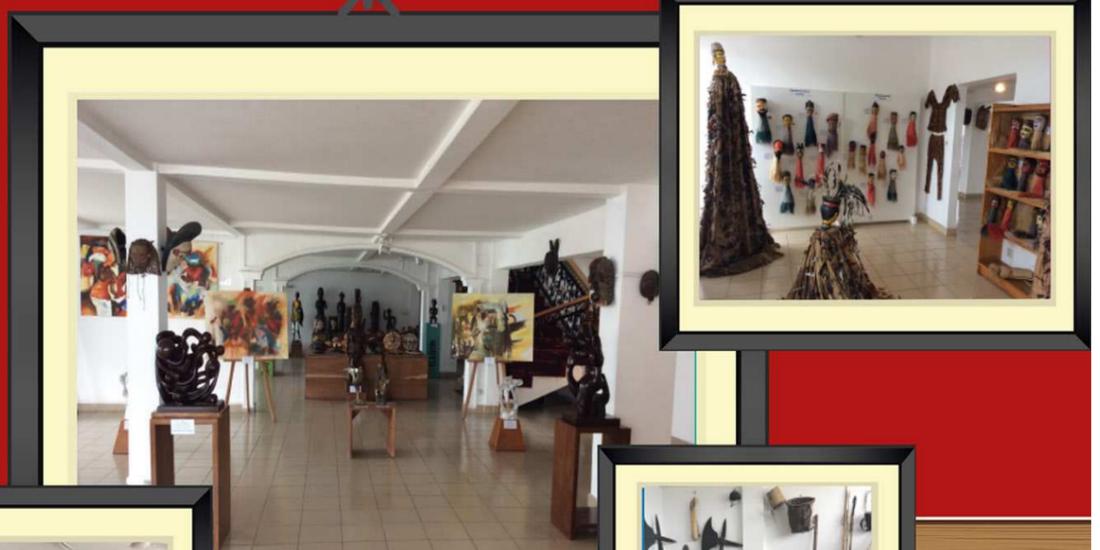
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

VIOLENCES SEXUELLES

Jacqueline Lydia Mikolo invite les victimes à briser le silence

La ministre en charge de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement a demandé aux témoins et victimes des actes « ignobles » de dénoncer leurs bourreaux.

L'appel a été lancé, le 18 juillet, lors d'une visite de quelques centres de prise en charge des victimes de violences sexuelles et le centre d'appel de la police. Partout où elle est passée, Jacqueline Lydia Mikolo a échangé non seulement avec les victimes, mais aussi avec les animateurs de ces centres qui s'occupent de la prise en charge psychologique et sanitaire des victimes. Une manière de reconforter les uns et encourager les autres. Elle a, ainsi, saisi cette opportunité pour inviter les témoins ou victimes de ces violences sexuelles, physiques, psychologiques, d'appeler les services habilités ou de se rendre aux centres de prise en charge pour un suivi médical. « Nous demandons à la population de dénoncer les cas de viols, de menaces de viol, des violences familiales en appelant gratuitement soit le 1434 ou le 117. Nous sommes heureux de constater le professionnalisme avec lequel les agents de police et ceux de prise en charge de victimes accomplissent leur tâche quotidienne », a indiqué la ministre Jacqueline Lydia Mikolo.

Elle a, par ailleurs, rappelé que le gouvernement de la République continue à travailler pour protéger les femmes, petites filles et petits garçons victimes de ces violences. « Nous avons rencontré les enfants victimes des violences et nous avons échangé avec une petite fille de sept ans qui a été violée par un homme de soixante-et-un ans. Alors vous pouvez imaginer le traumatisme. Ensemble avec nos partenaires, le Fnuap et l'Unicef, nous travaillons pour former le personnel », a-t-elle conclu.

Rude Ngoma



La délégation au sein du centres de prise en charge des victimes de violence de Baongo/Adiac

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les candidats au baccalauréat édifiés sur le choix d'orientation scolaire

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, a invité le 17 juillet les élèves des classes de Terminale du lycée scientifique de Massengo à mettre en adéquation leurs capacités pour aboutir à une qualification.



Les candidats au bac lors de la rencontre (Adiac)

Bruno Jean Richard Itoua a fait l'inviter dans son allocution prononcée à l'occasion de la campagne de sensibilisation d'information et d'orientation scolaire, universitaire et professionnelle organisée au profit des élèves de Terminale et étudiants du Congo. En effet, il a indiqué que le développement économique et social du pays dont les futurs bacheliers seront les acteurs exige une efficacité de compétence, diversité de qualification et de métier. « Le marché diversifié de l'emploi découle de la formation qui doit être en parfaite équation au besoin de la nation », a-t-il déclaré. Le ministre a mis à la disposition des élèves les informations relatives à la formation de l'enseignement supérieur au niveau de l'Etat, au niveau du privé, dans les établissements agréés par l'Etat congolais, au niveau des établissements de formation inter-Etat et dans les pays étrangers ayant établi les relations de coopération

avec le Congo.

Il a assuré les candidats de la disponibilité de ses services à fournir toutes les informations liées à la réglementation de l'enseignement supérieur, au système Licence-Master-Doctorat (LMD) ainsi que la place du numérique dans la formation.

Au cours de cette campagne, différentes thématiques ont été abordées. En effet, la conseillère à l'information et à l'orientation universitaire, Rachel Ndolou, a développé le thème « Orientation scolaire, universitaire et professionnelle ». L'oratrice a défini l'orientation comme étant une série d'activité permettant aux élèves d'identifier leurs capacités, compétences et intérêts afin de prendre les décisions éclairées en matière d'enseignement, de formation et d'emploi. Elle a, par ailleurs, demandé aux élèves de faire leur choix au lieu de laisser les parents décider à leur place. La rencontre visait à diffuser les

informations sur les différentes possibilités d'étude post-baccalauréat au Congo et à l'étranger, aider les bacheliers à mieux s'orienter, connaître le système d'enseignement LMD, faciliter l'insertion universitaire et professionnelle de ces derniers, vulgariser les guides d'orientation et bien d'autres. Les élèves ont été édifiés également sur les possibilités d'étude à l'Université Marien-Ngouabi et dans les écoles privées dans le pays. Les interrogations des futurs bacheliers ont porté sur le trafic d'influence pour l'obtention des bourses, l'ouverture de l'Université Denis-Sassou-N'Gusso, les agréments des écoles privées etc.

Notons que cette campagne de sensibilisation d'information et d'orientation scolaire, qui est à sa 4ème édition, se poursuivra dans d'autres établissements scolaires après le baccalauréat session 2020.

Lydie Gisèle Oko

CHU

L'intersyndicale dénonce l'inobservation du contrat signé avec l'USI

L'intersyndicale du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville vient de publier une déclaration dans laquelle elle dénonce l'inobservation du contrat passé entre le gouvernement et l'Unité de santé internationale (USI) du Canada.

Selon elle, ce contrat visait à améliorer l'offre des soins, les conditions de travail du personnel et le plateau technique du CHU. « Depuis l'entrée en fonction du directeur général Sylvain Villiard en avril 2019, aucune évolution notable n'est observée sur la gestion du CHU tenant compte des recommandations... », a souligné l'intersyndicale du CHU.

Elle dénonce également l'inobservation du cadre juridique par la direction de l'hôpital et la non-tenu des engagements pris par le gouvernement lors de la signature des relevés des conclusions ayant abouti à la suspension de la grève.

« Il est à noter que même la simple révision du cadre juridique, élément majeur et pilier de l'exécution d'un tel contrat n'a connu un début de réalisation. Par ailleurs, le plateau technique reste en l'état ; les laboratoires sans réactifs ; l'imagerie médicale inopérante ; la pharmacie perpétuellement vide ; pas d'eau ; le bloc opératoire sans matériel malgré les quatre trimestres de subvention décaissée par le Trésor public », ont déploré les agents du CHU dans leur déclaration.

Autres plaintes, les salaires impayés, la non organisation de la commission administrative paritaire du CHU, le non-versement de la prime mensuelle de motivation, la contamination du personnel au coronavirus à cause du manque d'équipements de protection individuelle. L'intersyndicale a, en outre, recommandé le versement de deux mois de salaire de 2020, la réouverture du service de restauration des malades, ainsi que la résiliation du contrat entre l'USI et le gouvernement.

De son côté, le directeur général adjoint du CHU, Ulrich Judicial Biez, a qualifié d'illégale l'assemblée générale organisée par l'intersyndicale. Il s'agit d'une violation flagrante, a-t-il lancé, des pratiques syndicales, d'autant plus que la direction n'a jamais été avisée. Il a précisé que les efforts sont en train d'être faits concernant le renouvellement du plateau technique. Depuis plus de quatre mois les équipements médicaux ont été achetés par le gouvernement et mis à la disposition de plusieurs formations sanitaires, y compris le CHU.

D'après lui, la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale a accordé une enveloppe de douze milliards de francs CFA. Il s'agit du projet d'appui à la gestion du CHU. « Le gouvernement se bat pour que les premiers décaissements se fassent déjà. Dès que nous aurons ça, nous allons renouveler complètement le parc d'équipements médicaux techniques, lourd et moyen », a-t-il expliqué.

Guillaume Ondzé



Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

MALI

La CEDEAO propose un gouvernement d'union nationale

La délégation de haut niveau dépêchée par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour assurer la médiation entre les différentes parties maliennes et l'opposition se sont retrouvées, le 17 juillet, pour aider à trouver une issue à la crise politique que traverse le Mali depuis début juin.

Au sortir de la rencontre, la mission de la CEDEAO, conduite par l'ancien président du Nigeria, Goodluck Jonathan, a proposé à l'opposition notamment : le maintien du président IBK au pouvoir, la formation d'un gouvernement d'union nationale qui engagera les réformes politiques et les poursuites contre les auteurs des civils tués lors des manifestations, et la désignation des nouveaux membres de la cour constitutionnelle pour résoudre le contentieux électoral.

Il a été question des législatives contestées. L'opposition réserve sa réponse officielle, mais laisse déjà entendre qu'elle n'est plutôt pas satisfaite, alors que, pour l'imam Mahmoud Dicko, le dialogue est encore possible.

Pour leur part, les leaders du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP- qui mène la contestation) réservent leur réponse officielle, mais laisse déjà entendre qu'elle n'est plutôt pas satisfaite, alors que, pour l'imam Mahmoud Dicko, le dialogue est encore possible.

L'imam Mahmoud Dicko, personnage incontournable du Mouvement du 5 juin, a été reçu séparément par la délégation de l'institution sous-régionale. Il est plutôt optimiste pour la suite. « *Ce sont des discussions fructueuses, On s'est vraiment parlé. J'ai l'espoir que, Inch'Allah, quelque chose fait sortir de cela, qui va redonner encore au Mali sa grandeur* », a-t-il salué.

Yvette Reine Nzaba

L'opposition boude le plan de sortie de crise

Les leaders de la contestation (M5-RFP) ont rejeté, le 18 juillet, les conclusions de la médiation de la CEDEAO dirigée par l'ancien président nigérian, Goodluck Jonathan. Ils maintiennent leur demande de démission du chef de l'Etat, IBK, l'instauration d'une transition démocratique ou encore « l'ouverture d'une enquête indépendante sur les récentes massacres ».

« *On n'a jamais vu vraiment la CEDEAO menée à bon port une négociation. La CEDEAO a toujours échoué lors de ses interventions dans les différents pays. Apparemment, on dirait que c'est une organisation qui est là pour soutenir les pouvoirs en place. Nous allons continuer. La CEDEAO a lu sa déclaration, nous n'attendons plus rien d'elle. Nous allons continuer à manifester pacifiquement en utilisant tous les moyens légaux pour faire partir IBK et son régime* », a réagi Mohamed Assaley Ag Ibrahim, un des membres de la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko et du M5-RFP.

Dans son communiqué, la mission de la CEDEAO conduite par l'ancien président du Nigeria, Goodluck Jonathan, a proposé le remembrement de la Cour constitutionnelle, le réexamen des résultats du second tour des récentes élections législatives dans les circonscriptions concernées par les litiges et surtout la formation d'un gouvernement d'union nationale composé de 50% par la majorité, 30% pour l'opposition et 20% pour la société civile. La médiation écarte par ailleurs l'hypothèse de la démission du président Ibrahim Boubacar Keita avant la fin de son mandat en 2023.

La médiation précise que la mise en œuvre de ses propositions de sortie de crise au Mali devrait être effective au plus tard le 31 juillet prochain.

Enfin, Jean-Claude Kassi Brou, président de la Commission de la CEDEAO a déclaré que l'imam Mahmoud Dicko, autorité supérieure, à la fois politique et spirituelle de la contestation a accepté les grandes lignes des recommandations.

Y.R.Nz.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Paul Adam Dibouilou plaide pour l'électrification du Kouilou

Le préfet du Kouilou a exprimé, il y a quelques jours, sa préoccupation lors de la visite, dans le département du Kouilou, de la délégation des membres des commissions plan, aménagement du territoire et infrastructures et ceux de la commission environnement et développement durable de l'Assemblée nationale.



Le préfet du Kouilou, Paul Adam Dibouilou

Le Kouilou est l'un des départements qui ne bénéficient pas de la connexion au réseau électrique national. Ce département est privé d'infrastructures de base, notamment sportives, sanitaires et autres depuis plusieurs années. Alors que l'électricité constitue un produit vital sans lequel aucun développement n'est possible, le Kouilou, avec une population de 91 955 habitants dont

une grande partie demeure rurale et une superficie de 13 500 km², baigne encore dans l'obscurité totale.

Le préfet du Kouilou, Paul Adam Dibouilou, a donc profité de la visite des parlementaires pour leur demander de prendre en compte les besoins de la population. « *Le Kouilou est à côté de Pointe-Noire, les habitants voient bien ce qui se fait là-bas et se demandent*

pourquoi pas chez nous. Le département du Kouilou est resté sans électricité depuis des années, l'électrifié serait une bonne chose », a dit Paul Adam Dibouilou. Notons que l'accès à l'énergie des populations rurales, souvent les plus défavorisées, permet de réduire la pauvreté en développant les activités génératrices de revenus.

Hugues Prosper Mabonzo

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS

L'édition 2023 encore maintenue pour juin-juillet

Malgré le report de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2021 pour 2022, la Confédération africaine de football (CAF) pense que la trente quatrième édition de la compétition devrait normalement se tenir entre juin et juillet 2023, en Côte d'Ivoire, comme prévu.

L'annonce a été faite par le secrétaire général de la CAF, Abdel Bah, lors d'un récent échange avec la BBC. Cette information pourrait alors dissiper le flou qui régnait autour du manque de temps de repos des athlètes entre l'édition 2022 et 2023. « *Jusqu'aujourd'hui, la CAN 2023 est prévue pour juin-juillet conformément aux règlements de la compétition* », a-t-il expliqué.

Les dubitatifs manifestent toujours leur incertitude concernant le climat pluvieux, dans cette période en Côte d'Ivoire. C'est d'ailleurs cette même raison qui a poussé le Cameroun et la CAF à ramener la CAN 2021 en janvier-février 2022. Mais le patron de l'administration de la CAF reste serein et croit à un bel avenir de cette compétition. « *Nous n'avons encore reçu aucune requête des autorités*



ivoiriennes à ce sujet », a-t-il ajouté.

Le calendrier des compétitions s'annonce désormais très chargé pour les différentes sélections nationales du continent. Des campagnes pour trois compétitions attendent les acteurs du

football africains qui risquent de participer à trois tournois majeurs en l'espace de dix-huit mois, car selon les calendriers officiels, la prochaine CAN aura lieu entre janvier et février 2022, la Coupe du monde est prévue du 21 novembre au 18 décembre 2022 tandis que la CAN-2023 est maintenue entre juin et juillet 2023.

Comme c'était le cas en 2019, la Coupe d'Afrique des Nations 2023 devrait se tenir pendant la période estivale et non durant l'hiver. « *Ce n'est pas la première fois que la CAF organise deux éditions de suite en une année, c'était le cas en 2012 et 2013* », avait anticipé, le président de la CAF, Ahmad Ahmad, lors du point de presse succédant la réunion du comité exécutif de cette structure, le 30 juin.

Rude Ngoma

POESIE

« Slam à l'appart » met à l'honneur une artiste congolaise

Dans le but de valoriser les artistes et les encourager à plus de résilience face à la pandémie de coronavirus, « Slam à l'appart » diffuse les œuvres en ligne ou accorde la parole aux jeunes poètes, slameurs et humoristes pour s'exprimer. Le 19 juillet dernier, le slam était à l'honneur avec entre autres participantes Mariusca Moukengue du Congo.

Passionnée de slam depuis près de cinq ans, Mariusca Moukengue fait la fierté du Congo dans ce domaine qu'elle a remarquablement épousé.

Pour l'occasion, c'est son titre « Slamourail » qui a ouvert la soirée « Slam à l'appart » du week-end dernier. Titre principal qui porte le nom éponyme de son premier album slam, Slamourail est subdivisé par l'artiste en trois mots, à savoir slam, amour et rail. Ce qui signifie précisément « l'amour du slam sur les rails ».

Ce single est une manière, pour l'artiste, de remettre l'amour de la poésie sur les rails afin de reconquérir le public. Aujourd'hui, le slam a énormément contribué à remettre la poésie au goût du jour de la jeunesse africaine. La poésie classique étant dans les livres se réinventent à travers la passion et le professionnalisme de ces jeunes slameurs.

Les paroles du single s'identifient à un soldat qui,



La jeune slameuse congolaise, Mariusca Moukengue/DR

au lieu d'utiliser une arme, se sert plutôt des mots pour s'adresser à la société de tout ce qui se passe dans son environnement.

Le texte de slam présenté sur un rythme d'afro-world est aussi un appel à se servir du vécu et du quotidien pour essayer de mettre les gens face à leur miroir, de les exhorter d'arrêter de s'entretuer pour n'utiliser que la parole comme moyen d'expression et de résolution pacifique des conflits. A travers « Slamourail », Mariusca Moukengue a voulu parler de l'univers des slameurs, notamment la manière dont ces artistes utilisent leurs mots comme étant une arme pour lutter contre les maux. C'est précisément le slameur en tant que guerrier qui utilise les mots pour dénoncer et éradiquer les différents fléaux qui minent l'équilibre de la société.

Notons qu'au total, dix artistes ont pris part à ce rendez-vous, visant à laisser

libre expression à l'art de la parole. Mariusca Moukengue du Congo-Brazzaville, Monarque Grand M d'Haïti, la Flamme et Glory-C de la République démocratique du Congo, Makwa Joma du Madagascar, Ersilia et la voix de l'orphelin juriste romantique du Gabon, Kissilâ Kay du Cameroun, Jowell Comex de France et enfin Zoutenet l'Enfant du pays du Tchad. Maximum quatre minutes pour chaque artiste de s'exprimer avec un texte antérieur ou un texte inédit.

« Slam à l'Appart » est un rendez-vous culturel digital initié par l'artiste pluridisciplinaire sénégalais, Mike Sylla. Lancée depuis le mois de mai, l'initiative a mis sur le devant de la scène près d'une centaine d'artistes dans des disciplines variées avec pour objectif secondaire de mettre du baume au cœur des internautes en cette période de crise sanitaire mondiale causée par la Covid-19.

Merveille Atipo

FOOTBALL DES JEUNES

La Fécofoot opte pour un championnat U-17 à deux zones

La Fédération congolaise de football (Fécofoot) a décidé de relever le défi de l'organisation du championnat des moins de 17 ans pour le compte de la saison 2020-2021. Cette compétition, a-t-on appris, va se disputer en deux zones en aller et retour.

Dans sa réunion du comité exécutif du 11 juillet, la Fécofoot a pris l'engagement d'organiser, outre le championnat national d'élite direct Ligue 1, un championnat des jeunes dans la catégorie U-17 dont les équipes seront endossées aux quatorze clubs de la Ligue 1. La compétition va se disputer en deux zones. Les premiers de chaque groupe vont disputer la finale qui déterminera dans un stade choisi par la Fécofoot le premier champion national de la catégorie.

La zone A regroupera en effet les équipes de Brazzaville y compris l'AS Otohô. Les Diables noirs, la Jeunesse sportive de Talangaï, le FC Kondzo, le Club athlétique renaissance aiglons, l'Etoile du Congo, Patronage Sainte-Anne, l'Interclub et le Racing club de Brazzaville et l'AS Otohô disputeront, en effet, le ticket qualificatif à la finale. Le nombre des concurrents de cette zone pourrait être revu à la hausse si un club de Brazzaville remportait les plays offs de la Ligue 2 et un autre gagnait les barrages.

La zone opposée mettra, quant à elle, aux prises les équipes de



Pointe-Noire et l'AC Léopards de Dolisie. Pour l'instant dans ce groupe, trois clubs seulement sont assurés de disputer la compétition notamment deux équipes de Pointe-Noire,

à savoir V Club Mokanda et Nico-Nicoyé plus l'AC Léopards de Dolisie. L'AS Cheminots pourrait tenir sa place si elle sort victorieuse des barrages qui l'opposeront à la deuxième

Des jeunes livrant un match de gala/Adiac
équipe issue des plays offs de la Ligue 2. Pour rééquilibrer cette zone, la Fécofoot va autoriser la participation de quelques centres de formation de Pointe-Noire et ceux de Dolisie, a-t-on appris..

Visiblement la Fécofoot a décidé de faire du football des jeunes l'une de ses priorités. Pour preuve, la Fécofoot a adopté lors de sa dernière réunion le rapport de réflexion sur le football des jeunes... Elle a été aussi informée de son éligibilité au programme de soutien technique de la Fédération française de football (FFF), lequel permettra à ladite fédération d'apporter son assistance à la Fécofoot en ce qui concerne le football des jeunes. Cet engagement en faveur de ce football doit rassurer le président de la Fédération internationale de football association, Gianni Infantino. Lors de son passage à Brazzaville, il avait, entre autres, insisté sur le développement du football des jeunes. La Confédération africaine de football (CAF) aussi. Puisque dans le processus d'octroi des licences aux clubs, la CAF avait fait obligation aux clubs de s'investir dans les programmes de formation des jeunes. Outre l'équipe seniors, chacune d'entre elle devrait avoir une équipe U-17 et U-20.

James Golden Eloué